



## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1865 - 31 mars 1994 - 6 F

### D 1865 MEXIQUE : NÉGOCIATIONS GOUVERNEMENT-INDIENS AU CHIAPAS

Du 21 février au 2 mars 1994 s'est tenu dans la cathédrale de San Cristóbal de Las Casas le premier tour des négociations entre le gouvernement et le mouvement armé indien du Chiapas (cf. DIAL D 1859). Le médiateur demandé par la partie indienne était Mgr Samuel Ruiz, évêque du lieu, dont les assistants étaient chargés des traductions entre l'espagnol et les quatre langues indiennes représentées. La partie gouvernementale était constituée du commissaire au dialogue, Manuel Camacho Solis, assisté de plusieurs experts. Quant au "Comité clandestin révolutionnaire indien - Armée zapatiste de libération nationale" (CCRI-EZLN), il disposait de dix-neuf délégués, dont quatre femmes (deux du CCRI et deux du commandement général de l'EZLN); la Tzotzil Ramona en était la plus haute autorité, tandis que le Blanc Marcos n'était que le "sous-commandant". C'est ce dernier néanmoins qui a fait le discours d'ouverture des négociations, discours reçu dans l'émotion générale.

Les discussions ont porté successivement sur les points concernant la région du Chiapas, puis sur les questions politiques nationales. L'accord a été facile sur les problèmes régionaux, plus hypothétiques sur les questions nationales. Le temps est maintenant celui des discussions dans les milieux indiens concernés. Bien des inconnues subsistent.

Ci-dessous: 1) larges extraits du discours d'ouverture; 2) présentation du climat présidant au dialogue dans la cathédrale de Cristóbal de Las Casas.

Note DIAL

### 1. Discours du sous-commandant Marcos (extraits) (22 février 1994)

Nous nous adressons une nouvelle fois à tout le Mexique et aux peuples frères du monde, en profitant de ce que vous êtes ici, la presse nationale et la presse internationale, pour vous dire ceci: par ma voix, c'est la voix de l'Armée zapatiste de libération nationale qui se fait entendre.

Quand nous sommes descendus des montagnes avec nos sacs à dos, avec nos morts et avec notre histoire, nous venions en ville, à la recherche de la patrie. La patrie qui nous avait oubliés dans ce coin reculé du pays, l'endroit le plus solitaire, le plus pauvre, le plus rebutant. Le pire endroit.

Nous sommes venus pour interroger la patrie, notre patrie. Pourquoi nous a-t-elle abandonnés là durant tant et tant d'années? Pourquoi nous a-t-elle laissés là avec tant de morts? Une fois encore nous lui demandons, à travers vous: pourquoi faut-il donc tuer et mourir pour que vous, pour qu'à travers vous le monde entier, soyez à l'écoute de Ramona, ici présente<sup>1</sup>, qui dit cette chose terrible que les femmes indiennes tout

<sup>1</sup> Femme tzotzil ne parlant pas espagnol, mais qui est "major", la plus haute autorité (NdT).

simplement veulent vivre, veulent étudier, veulent des hôpitaux, veulent des médicaments, veulent des écoles, veulent de quoi manger, veulent le respect, veulent la justice, veulent la dignité?

Pourquoi faut-il donc tuer et mourir pour que Ramona puisse venir ici et que vous prêtiez attention à ce qu'elle dit? Pourquoi faut-il donc que Laura, Ana María, Irma, Elisa, Silvia, tant et tant d'autres femmes indiennes aient dû prendre une arme, se faire soldats au lieu de se faire doctresses, diplômées, ingénieurs ou institutrices?

Pourquoi faut-il donc que meurent tous ceux là qui sont morts? Pourquoi faut-il donc tuer et mourir? Que se passe-t-il donc dans ce pays? Voilà ce que nous vous disons à vous tous, gouvernants et gouvernés: que se passe-t-il donc dans ce pays pour qu'il soit nécessaire de tuer et de mourir afin de pouvoir dire enfin quelques mots, oh combien modestes mais vrais, qui ne se perdraient pas dans l'oubli?

Nous sommes venus en ville, armés de vérité et de feu, pour parler avec violence ce premier de l'an nouveau. Aujourd'hui nous revenons en ville pour parler à nouveau, mais cette fois sans le feu. Nos armes de feu et de mort se sont tues et un passage s'est ouvert, permettant à la parole de régner à nouveau là où elle aurait toujours dû régner: dans notre pays.

Nous sommes venus en ville et nous avons rencontré ce drapeau, notre drapeau<sup>2</sup>. Ce que nous avons rencontré? Nous n'avons pas rencontré l'argent, nous n'avons pas rencontré les richesses, nous n'avons pas rencontré âme qui vive prête à nous écouter enfin. Dans la ville vide nous n'avons rencontré que ce drapeau. Nous sommes venus en ville et nous avons rencontré ce drapeau. Et nous avons vu que, sous ce drapeau, la patrie était vivante. Non pas la patrie à l'oubli dans les livres et les musées, mais celle qui vit, la seule, la douloureuse, celle de l'espoir.

Voilà le drapeau du Mexique. Notre drapeau. Sous ce drapeau vit et meurt tout un pan du pays à l'existence ignorée des puissants et méprisée par eux. Des morts et des morts qui s'amoncellent sous le ciel de ce drapeau sans un regard des autres Mexicains: vous.

Pourquoi nous faut-il dormir les bottes aux pieds et l'âme vrillée à ce drapeau? Pourquoi parcourons-nous les forêts, allons-nous par monts et par vaux, franchissons-nous les ravins, parcourons-nous voies royales et chemins, drapeau en main? Pourquoi l'apportons-nous avec nous comme seul espoir de démocratie, de liberté et de justice? Pourquoi les armes accompagnent-elles ce drapeau et veillent-elles jour et nuit sur ce drapeau, notre drapeau? Pourquoi? (...)

Nous, l'armée zapatiste de libération nationale, nous sommes venus portés par le même espoir que celui qui nous portait le premier de l'an. Non pas l'espoir du pouvoir, ni l'espoir du bénéfice que tel ou tel peut en retirer, mais l'espoir d'une paix dans la justice, la dignité, la démocratie et la liberté. C'est pour ça que nous nous sommes faits soldats, pour qu'un jour les soldats ne soient plus nécessaires. Nous avons choisi le chemin suicidaire d'un métier qui a pour vocation de disparaître: un soldat n'est soldat que pour qu'un jour plus personne ne soit soldat.

Soldats, nous l'avons été pour ce drapeau. Mais si aujourd'hui, notre peuple, nos gens - et vous aussi - nous disent que c'est possible sans mort provoquée et sans sang versé, alors nous voici pour vous écouter et pour apprendre de vous.

La patrie, non point l'idée qu'on en trouve dans les livres mais la réalité que nous voulons tous, doit naître une nouvelle fois. Il faut une nouvelle fois planter ce drapeau sur nos dépouilles, sur nos corps brisés, sur nos morts. Sur notre espoir.(...)

---

<sup>2</sup> La longue tirade sur le drapeau mexicain s'explique par le fait que, traditionnellement, le 24 février est la "Journée nationale du drapeau" (NdT).

Nous disons au peuple du Mexique, aux peuples du monde et à leurs gouvernements, nous vous disons à vous, les représentants de la presse nationale et internationale, que le dialogue est dans la bonne voie: nous avons trouvé des oreilles disposées à nous écouter et une vraie disposition à la recherche d'une solution.

En ce qui concerne nos visages et nos armes<sup>3</sup> nous ne comprenons pas pourquoi on se préoccupe tellement de nos visages si, pour vous, ils n'existaient pas avant le 1er janvier. Pour ce pays, ni Ramona ni Felipe ni David ni Eduardo ni Ana Maria ni personne n'existaient avant le 1er janvier.

Si vous voulez savoir quel est le visage qui se cache sous le passe-montagne, c'est très simple: prenez un miroir et regardez. Ce que nous voulons dire à ceux qui ont dit la vérité, pas à ceux qui ont préféré le mensonge, c'est que si la mort s'est arrêtée le jour où elle s'est arrêtée, c'est grâce à vous et aux gens qui sont derrière vous. Nous demandons, comme frères, à ceux qui disent la vérité de continuer à la dire, et à ceux qui disent des mensonges de ne pas trop insister.

Nous attendons de vous que vous apportiez votre soutien à ce dialogue, que vous parliez clairement, comme nous. Ce que nous disons c'est la vérité. La duplicité n'est pas de mise là où elle peut créer des problèmes.

Les armes que nous portons, je l'ai déjà dit, ce n'est pas en raison d'une méfiance envers le gouvernement, c'est en raison d'autres forces touchées dans leurs intérêts par notre mouvement.

En cette deuxième journée<sup>4</sup>, après l'exposé de nos principales revendications qui ont été soupesées et analysées par le commissaire, nous estimons que nous avons progressé sur la voie d'un règlement et que, sur cette base, nous pourrions parvenir à des accords concrets, si tant est qu'ils sont possibles.

Ce que le Comité<sup>5</sup> me demande de dire, et de dire clairement, c'est qu'il est réellement disposé à rechercher une autre voie que les armes, si tant est qu'elle existe. A écouter votre opinion et à recevoir votre soutien dans cette recherche d'une paix dans la dignité qui est notre désir à tous.

Avec mon silence, maintenant, se tait la voix de l'Armée zapatiste de libération nationale.

## 2. Le climat des négociations de paix (21 février-2 mars 1994)

Le cyclone socio-politique déclenché par le mouvement zapatiste le 1er janvier a fait souffler des vents démocratiques dont l'effet de tempête, en heurtant les couches dormantes du système, a pris de court toutes les instances. C'est certainement la première fois qu'un mouvement armé mérite en quelques semaines une invitation au dialogue, puis une amnistie, un cessez-le-feu qui est un record historique de durée, des zones franches et une première session de pré-négociation. C'est aussi, sans doute aucun, et à l'honneur du pays, l'application d'un principe de la politique mexicaine ("la solution négociée des conflits") mais la première fois qu'il s'exerce sur un problème interne (non de politique étrangère), de sorte que les ratés sont multiples.

Puisque la guerre avait éclaté à San Cristóbal de Las Casas, il convenait que le processus de paix s'enclenche dans la même ville. Il a eu pour théâtre la "cathédrale de la paix", dont l'évêque a été promu médiateur par la *vox populi*, bien que sa personne, il y a moins de trois mois, figurât comme *non grata* pour le gouvernement, comme l'avaient illustré les démarches de celui-ci auprès du nonce pour le déplacer ou le

<sup>3</sup> Les délégués du mouvement ont la tête couverte d'un passe-montagne et portent une arme de poing (NdT).

<sup>4</sup> La première journée des négociations s'est, semble-t-il, passée dans un lieu autre que la cathédrale (NdT).

<sup>5</sup> Le Comité clandestin révolutionnaire indien (NdT).

déposer<sup>6</sup>. Cependant, les assistants de Mgr Samuel Ruiz n'étaient absolument pas préparés à manier la communication, ni les strictes mesures indispensables de sécurité, de telle sorte que les accrocs, pour ne pas dire les chocs ou les humiliations de la presse, ont été le pain quotidien des journalistes; trop d'incidents ont terni l'image du diocèse.

L'autre personnage de cette instance était le négociateur Camacho. Depuis sa nomination, il semble avoir noué une véritable amitié avec l'évêque de San Cristóbal; ses gestes ont progressivement conquis les délégués zapatistes et créé un climat de sincérité mutuelle exemplaire qui est probablement exceptionnel dans une négociation. Mais en même temps, la qualité surprenante de ce dialogue l'installe sur la corde raide, parce que les instances officielles qui le légitiment (la présidence de la République, les ministères, la police et l'armée fédérale) ne cessent de souffrir au point que tout le monde se demande si ses arrières vont continuer à le tolérer.

Les délégués du Comité clandestin révolutionnaire indien - Armée zapatiste de libération nationale (CCRI-EZLN) se sentaient tout à fait chez eux dans la maison de l'évêque puisqu'ils la connaissent bien. Et ils découvraient avec sympathie la personne du commissaire en expérimentant au jour le jour une convivialité qui a duré plus d'une semaine (par mesure de sécurité, en effet, personne ne sortait, même pour dormir, de l'enceinte définie par la cathédrale et l'évêché). Mais les nouveaux amis du négociateur le mettaient dans une position impossible puisqu'il est théoriquement le porte-parole du président Salinas dont les insurgés nient la légitimité et dont ils exigent la déposition.

Dans la rue, le visage historique de ces Journées de la paix était caractérisé par trois cordons de sécurité: la police militaire, les volontaires de 80 organisations non gouvernementales, et la Croix-Rouge internationale. Mais le premier jour, un cordon imprévu, le plus efficace, s'était constitué spontanément: celui de la foule, pour acclamer les zapatistes. Entre la police militaire et la Croix-Rouge, dans le cercle central, les volontaires des ONG se donnaient la main, moins pour former une chaîne de protection que pour s'empêcher d'applaudir, puisqu'ils devaient protéger la neutralité.

Lors des tours de nuit, dans les rues et le zocalo déserts, la conversation adoucissait parfois les rigueurs de la garde. Les membres des ONG ont interloqué les membres de la Croix-Rouge parce que les membres des organismes de droits de l'homme ou de développement, étaient tous des volontaires, non seulement bénévoles, mais capables en outre d'établir une péréquation pour leurs difficultés budgétaires d'hôtel ou de restaurant parce que la négociation trainait en longueur. Ils surprenaient aussi les militaires, ébahis de voir des femmes supporter l'immobilité sous les gelées nocturnes, et affronter les risques de la vigilance. Au fur et à mesure qu'étaient rendues publiques les exigences des zapatistes, l'irritation des éleveurs était telle que tout le monde s'attendait à un incident grave. Quelques soldats confièrent à leurs voisins que, si les craintes devaient se concrétiser, c'est elles qui auraient à agir, parce que la consigne des militaires était de ne pas intervenir.

L'atmosphère de la salle de presse était celle d'une ruche: mitraillage du cliquetis des machines à écrire, queues aux fax ou aux téléphones, retour des reporters assaillis par les paresseux essayant de pirater une nouvelle, carrefours spontanés pour analyser un communiqué, mouvement subit avec bousculade des caméras et vidéos dès qu'on annonce une réunion, sprints pour arriver en bonne place à la cathédrale pour les conférences de presse, ou au contraire attente fastidieuse, avec souleries discrètes, quand elles étaient retardées parce que la négociation passait par un blocage en fin de course. Affaires d'un sommet mondial.

Cette routine des journalistes n'avait rien d'exceptionnel, mais ce qui a surpris, c'est la pénétration des milieux de la presse par des agents de la présidence de la République, du ministère de l'intérieur, de la police ou des services de renseignement de l'armée. Leur infiltration était vite devenue patente. Le 26 février, un communiqué

---

<sup>6</sup> Cf. DIAL D 1823, 1829 et 1837 (NdE).

laconique, rédigé en langage diplomatique, remplaçait la conférence de presse tripartite (médiateur/négociateur/zapatistes). Quelques heures plus tard, le directeur de *Tiempo* venait distribuer un papier de l'EZLN qui faisait part du durcissement des positions. Un quart d'heure plus tard, les fax de la salle de presse étaient dénudés de leurs rouleaux et donc hors de service, la photocopieuse était sans papier, et le téléphone de *Tiempo* était coupé (il le restera pendant deux jours). Lors des conférences de presse suivantes, l'EZLN soulignait qu'entre le 31 décembre et fin février, le Chiapas continuait de souffrir la même réalité; la seule différence était qu'il y avait beaucoup de papier en plus bien que, ajoutaient-ils, "*nous apprenions à parler ensemble et à nous écouter*".

Dans le même temps, une fronde des éleveurs éclatait à Altamirano. Peu s'en fallut que le président de l'officielle (et complaisante envers le pouvoir) Commission nationale des droits de l'homme ne soit lynché. Les forces de l'ordre, présentes sur les lieux, n'intervinrent pas. L'église fut occupée par l'armée.

Le 2 mars 1994, c'est la clôture solennelle: Mgr Samuel, ému, en soutane blanche, calotte violette, croix pectorale tissée à la manière indienne; Camacho, radieux, en jean et pull-over; 14 délégués (et non plus 19) sous la présidence de Ramona (Marcos dans le rang, avec les autres zapatistes). Discours de l'évêque en premier: la cathédrale de la paix porte bien son nom. Puis un délégué lit les 34 points zapatistes présentés dans leur première version. En troisième lieu, Salcedo Aquino (un des assistants de Camacho), lit le "consensus" auquel est arrivé le dialogue. Finalement le commissaire Camacho, les délégués repartent pour consulter leurs bases d'où ils reviendront prochainement pour la véritable négociation. En conclusion, deux messages brefs lus par deux délégués zapatistes. Le premier: un appel et des remerciements à tous les acteurs, interlocuteurs du dialogue, presse, ONG, société civile. Le deuxième: une étape vers la paix, qui n'est pas un retour en arrière mais une marche vers la démocratie. Enfin, signature du protocole par Mgr Samuel Ruiz, comme "témoin de qualité".

Au petit matin du 3, avant le lever du jour, les délégués repartaient en trois caravanes, accompagnés par Camacho et Mgr Ruiz, escortés par des voitures de journalistes pour garantir la sécurité du retour.

L'essentiel est là: malgré les émotions du 26 février, les conversations de paix n'ont pas été rompues. Côté insurgés, une satisfaction mitigée. Satisfaction: l'honnêteté, la sincérité, l'appui du médiateur et du négociateur, donc un vote de confiance. Mitigée: il n'y a que des promesses que d'autres qu'eux, mais qui ne méritent pas la même confiance, doivent tenir. Commentaire de Marcos: "*Nous avons attendu cinq cents ans, donc on peut attendre un an de plus. Nous ne serons pas irresponsables. Nous ne donnons pas de date limite, mais nous évaluerons l'évolution. Si elle est positive, nous ne prendrons pas l'initiative de nouveaux combats. Mais si rien ne bouge, et pourvu que ce ne soit pas le cas, alors faites savoir que nous serons bien obligés de revendiquer à nouveau notre droit à mourir au combat plutôt que de perpétuer une situation intenable pour nous et pour le pays.*" Commentaire des délégués du CCRI (dont un manchot: trace de combat?): ils remercient Camacho non seulement de la dignité du dialogue, d'avoir su écouter, mais aussi d'avoir offert des solutions constitutionnelles jamais proposées ni essayées. "*Si les compagnons (de la base) les acceptent, nous pourrions laisser les armes et renouer avec les moyens de la société civile*".

(Correspondance particulière)

(Traduction DIAL pour le premier document - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)